



FENOP INFO

Le magazine du monde rural burkinabé

Fédération Nationale des Organisations Paysannes
09 BP 977 Ouagadougou 09 Burkina Faso - Tél : (226) 25 38 26 29
Email : fenop@fasonet.bf - Site : www.fenop.org

SOMMAIRE

Edito : campagne agricole : c'est parti.....	1
Bioprotect, des produits naturels.....	2
Fiche technique.....	4
Bilan d'un partenariat autour des pratiques agro écologiques pour des femmes rurales.....	5
Aménagement de périmètres maraîchers dans la région du Nord.....	6
Un atelier pour une gouvernance foncière responsable.....	8
Pour une meilleure diffusion des pratiques agro écologiques.....	9
Brèves.....	10

N° 025 de Avril - Mai - Juin 2016

EDITO : CAMPAGNE AGRICOLE, C'EST PARTI

La campagne agricole bat son plein. Enfin, façon de parler. Parce qu'avec l'œil du profane, on peut s'inquiéter du niveau actuel de la pluviométrie. La région du Centre est peu arrosée. Mais du côté du Cilss (Comité inter Etats de lutte contre la sécheresse au Sahel), le constat au mois de juin n'incitait pas encore à la panique : « Le démarrage de la saison pluvieuse est précoce à l'Est et au Centre du Sahel, mais mitigé dans la bande côtière de certains pays du Golfe de Guinée selon les prévisions saisonnières climatiques 2016 pour les pays du sahel et de l'Afrique de l'Ouest », même si d'un point de vue de l'hydrologie, les écoulements étaient encore faibles. C'est dans ce contexte que la campagne agricole 2016/2017 a été lancée. C'est la première campagne sous le nouveau régime. Et plus que les paysans, les politiques croisent les doigts et prient pour que le ciel soit clément afin d'éviter les calculs arithmétiques de fin de campagne pour faire jouer les stocks de sécurité pour couvrir les besoins des régions en cas de déficit céréalier.

Une des inconnues de la campagne demeure donc la pluviométrie. Si elle est bonne, malgré les moyens « archaïques » de productions les paysans peuvent tirer leur épingle du jeu. Mais jusqu'à quand va-t-on continuer cette loterie ? Les moyens de résilience sont pourtant connus. Plus de retenue d'eau, plus de soutiens à la production pour sa modernisation via les équipements. Force est de reconnaître que des efforts sont faits par les gouvernements successifs mais ils sont encore trop timides pour impacter la production au point de sécuriser définitivement le pays à chaque campagne et cela malgré les caprices du ciel.



Le gouvernement de Roch Marc Christian sortira t-il des sentiers battus ? Il faut l'espérer pour notre agriculture. Cette première campagne a été placée sous le thème : « Agriculture au Burkina Faso, opportunité d'emploi pour les jeunes et les femmes ». La question est : comment maintient-on ces acteurs dans les champs sans un accompagnement approprié ?

La Rédaction

BIOPROTECT : DES PRODUITS NATURELS.....

Le passage d'une agriculture qui fait un usage massif de pesticides et d'engrais chimique à une approche agricole plus respectueuse de l'environnement et de la santé passe par le défi de la pauvreté des sols et la lutte contre les ravageurs. Bioprotect commercialise depuis peu une gamme de produits dit « propres » au service des producteurs. Nous avons rencontré son administrateur-gérant, M. Claude Arsène Sawadogo.

FENOP-Info (FI) : Pouvez-vous nous présenter Bioprotect ?

Claude Arsène Sawadogo (CA) : Bioprotect est un groupement d'intérêt économique qui travaille pour la promotion de la culture biologique, notamment par la mise à disposition d'intrants biologiques. Nous formulons et nous fabriquons des produits de traitement et de fertilisant biologiques.

FI : Quel est le défi majeur de Bioprotect ?

CA : C'est de permettre à tous ceux qui veulent se lancer dans un mode de production qui va respecter l'homme, l'environnement, la plante et qui va être soucieux du développement de demain, de disposer d'intrants afin d'améliorer substantiellement ses revenus.



Claude Arsène SAWADOGO

FI : Décrivez-nous vos produits.

CA : Il y a les fongicides, comme le Solsain, à base du champignon de souche burkinabè Trichoderma. Il protège les cultures contre les maladies, les ravageurs et améliore la qualité des composts ou des fumiers. Le Plantsain est également un biostimulant mais plus destiné

à la pulvérisation foliaire qui permet de lutter contre les maladies fongiques et optimise les nutriments de la plante.

Contre les insectes, dont la mouche blanche, il y a le Limosain, contenant les arômes du même champignon et fait à base d'extrait d'agrumes et d'ail, la Piol, composée de piments, d'ail, d'oignons et de neem, particulièrement pour le coton biologique et le niébé, la H-N, faite à base d'extrait d'huile de neem, qui combat aussi certains virus et maladies bactériennes et enfin la poudre de neem. En outre, il y a la gamme des amendements organiques comme le compost qui est produit en suivant certaines règles pour en faire un fertilisant.

A côté de cela, nous essayons de développer d'autres produits. Nous avons des partenariats avec les instituts de recherche, notamment l'INERA, essentiellement dans le test d'efficacité de nos produits.

FI : Quels sont les avantages de vos produits ?

CA : D'abord ses doubles utilisations : fertilisant et traitement ; la capacité biologique donc biodégradable qui va préserver la santé humaine des producteurs et des consommateurs ; et, enfin, la disponibilité et l'accessibilité.

FI : Vos produits sont-ils suivis ou contrôlés par un laboratoire ou une certification bio ?

CA : Oui nous travaillons avec ECOCERT qui certifie les produits agricoles que nous commercialisons. Le second point c'est le Système Participatif de Garantie (SPG) développé par le CNABio. Nos produits sont autorisés dans le cahier des charges des normes d'agriculture biologique.

C'est vrai qu'au début les gens ont l'impression

que tout ce qui est bio est automatiquement cher, ce qui n'est pas forcément vrai. Actuellement la demande commence à monter. Nous sommes environ à 10 000 litres pour l'année 2015. Nos plus gros consommateurs sont des producteurs qui sont dans une dynamique de production conventionnelle ce qui veut dire que nos produits sont préférés au chimique. Les producteurs sont formés sur la fabrication de nos produits qui ne nécessitent pas de microbiologie en laboratoire.

FI : Qui sont vos clients ?

CA : Les petits maraîchers qui ont des superficies de 500 m², 600 m², un hectare maximum. Ensuite en saison hivernale, la clientèle est constituée surtout de ceux qui sont engagés dans la dynamique de production biologique. On a vraiment étudié le prix pour l'adapter aux petits producteurs pour qu'ils puissent se l'approprier. Actuellement nous sommes autour de 2000 FCFA en moyenne.

FI : Peut-on penser un jour que Bioprotect puisse aliéner les petits producteurs avec ces produits comme certaines grandes firmes ?

CA : Bioprotect est une petite entreprise et nous nous sommes engagés dans une dynamique de l'équitable. Ensuite, notre objectif c'est de permettre au plus petit des producteurs de pouvoir utiliser des intrants de qualité tout en préservant sa santé. Enfin, nos formations représentent un transfert de technologie aux producteurs pour leur permettre de s'émanciper vis-à-vis de certains de nos produits.

FI : Quel lien y a-t-il entre l'agro-écologie et l'agriculture biologique ?

CA : L'agriculture biologique est d'abord écologique. La différence, c'est une question d'engagement. L'agriculture biologique est beaucoup plus contraignante parce qu'il y a toute une documentation, des normes, une traçabilité qu'il faut respecter, surtout avec la certification de type ECOCERT ou SPG que

promeut le CNABio ; l'autre l'est beaucoup moins.



La gamme Bioprotect.

FI : D'aucun dirait que l'agriculture biologique est plutôt destinée au marché alors que l'agro-écologie l'est moins ?

CA : Je dirais que même l'agriculture biologique est orientée vers le marché. Pour nous à Bioprotect, choisissant l'option entreprise et non ONG ou association, c'est parce que nous nous sommes persuadés que la promotion des bonnes pratiques agricoles que ce soit l'agro-écologie ou l'agriculture biologique, passe forcément par le marché et la création de revenus. Si ces producteurs arrivent à trouver des revenus plus intéressants, tous les autres vont forcément y venir.

FI : Votre dernier mot pour des lecteurs de FENOP-Info

CA : J'invite vraiment les lecteurs FENOP-Info de ne pas hésiter à contacter la FENOP s'ils ont d'autres questions. Mais également à apporter des retours pour permettre vraiment au bulletin de pouvoir s'améliorer d'avantage. Je pense que c'est une cause commune et c'est ensemble qu'on pourra vraiment promouvoir l'agro-écologie.

Propos recueillis par Jacques Bouda



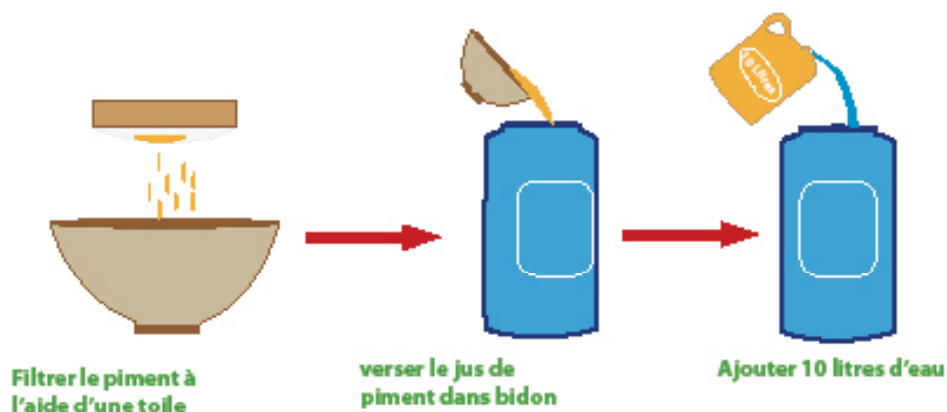
FICHE TECHNIQUE BIO-PESTICIDE

Insecticide naturel contre les pucerons : piment en poudre et savon

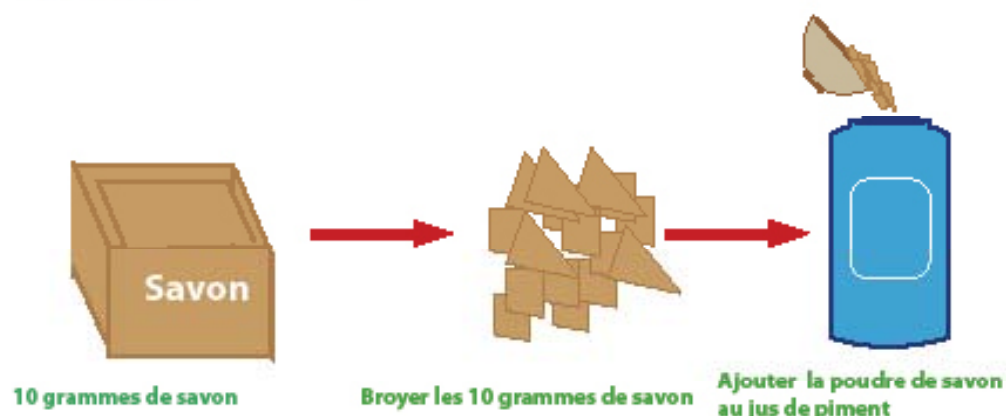
1



2



3



Traiter préférentiellement avec un appareil à jet porté, très tôt le matin ou le soir au soleil couchant.

BILAN D'UN PARTENARIAT AUTOUR DES PRATIQUES AGRO ÉCOLOGIQUES POUR DES FEMMES RURALES.....

En avril, au terme des 18 mois du projet de renforcement des capacités en agro écologie au sein des organisations de femmes rurales au Burkina Faso et au Mali, en partenariat avec New Fields Foundation, la FENOP a organisé un atelier-bilan à Bobo-Dioulasso.

Comprenant des formations aux pratiques agro écologiques ainsi que l'élaboration d'un répertoire de pratiques endogènes (voir FENOP-Info n°22) et d'une étude de cas menée sur l'utilisation de la cendre de balle de riz, ce projet se déroulait sur deux régions transfrontalières : le sud-ouest du Burkina Faso et la région voisine de Sikasso au Mali.

L'atelier-bilan a été particulièrement instructif. En comparant des cultures en parallèle, les femmes ont toutes



Un groupe de travail

conservation des produits et leur goût. Les visites commentées sur ces résultats ont permis aux femmes de mieux comprendre les processus et d'en être convaincues.

Selon une participante de Bama, au Burkina Faso, « il est inutile d'insister sur les bienfaits de l'agro écologie en salle. Celui qui doute doit juste passer dans un champ et cela suffit. Si quelqu'un continue avec l'engrais et les autres pesticides, c'est parce qu'elle ne sait pas qu'il y a d'autres modes de production. Nous étions aussi dans cette ignorance-là... ».

Des recommandations en termes de consolidation des connaissances, de multiplication de l'expérience plus large échelle et de diffusion de l'information ont été clairement énoncées. La bonne collaboration avec New Fields Foundation devrait se poursuivre sur 2016-2017.

Par Corine Duc



Présidium de la cérémonie d'ouverture

constaté l'effet positif des pratiques agro écologiques par rapport à l'utilisation d'engrais chimiques : au Mali, par exemple, les effets bénéfiques au niveau de la modification de la vie bactérienne dans le sol, donc sa texture et sa structure, jusqu'à la physionomie des plantes et leur rendement ont été indéniables.

Au Burkina Faso, ce sont les rendements qui ont surtout été comparés, la durée de

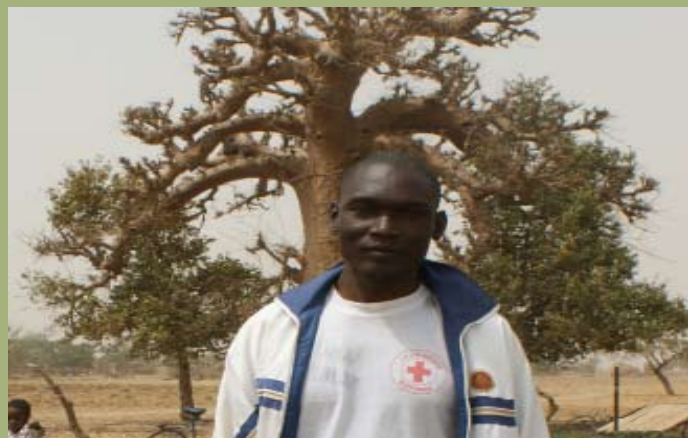
AMÉNAGEMENT DE PÉRIMÈTRES MARAÎCHERS DANS LA RÉGION DU NORD.....

A Ouahigouya, nous avons rencontré Soumaila Millogo, membre de la FENOP. Coordonnateur d'un projet de SOS Sahel pour la région du Nord du Burkina Faso, il nous a emmenés sur 3 sites représentatifs de son travail dans le projet d'amélioration de la résilience et de la sécurité alimentaire.

Dans les régions du Nord et du Centre-Nord, régions les plus touchées par la crise de 2012, la pauvreté des populations reste un objet de préoccupation majeur. Les productions céréalières en baisse ces dernières années, le manque récurrent de pluie, la pauvreté des sols, la faible diversification des cultures et la perte des cheptels fragilisent les moyens de survie des ménages pauvres et très pauvres. « L'idée, dans ces projets de maraîchage et de reconstitution de cheptel, nous confie Soumaila, c'est d'augmenter et diversifier la production agricole en réhabilitant l'exploitation de périmètres maraîchers et de bas-fonds céréaliers, d'appuyer l'accès aux intrants, ainsi que de reconstruire les cheptels de petits ruminants. »

En roulant vers le nord, au-delà de Ouahigouya, nous nous arrêtons à Yingaré, village de 3000 habitants. Aux abords du village, un périmètre a été aménagé et clôturé pour protéger la production maraîchère des troupeaux qui déambulent. Sur ce carré de 2 hectares, 72 bénéficiaires se partagent l'eau fournie par deux puits aménagés par le projet. Mais les hommes ont doublé cette capacité et creusent

aujourd'hui un cinquième puits qui sera busé par le projet. Ils ont, en outre, aménagé des bassins pour faciliter l'arrosage, « il y a suffisamment



Zuno Diabré, animateur .

d'eau dans le sous-sol, 6 ou 7 mètres suffisent pour atteindre les nappes », nous raconte l'un d'eux.

La production sert à la consommation du ménage surtout, mais une partie est vendue. « Ici, on trouve toute sortes de légumes, comme de la salade, des choux, des pommes de terre et des oignons, détaille Zuno Diabré, animateur endogène. Les bénéficiaires sont identifiés parmi les ménages les plus pauvres du village de manière à subvenir à leurs besoins. » Ici, chaque parcelle mise à disposition est sous la responsabilité d'une femme qui se fera aider par les hommes pour les travaux les plus lourds. « Le principe, c'est que la 1ère année nous fournissons le fond de roulement en intrants, poursuit Zuno, et à partir de la production de la première année, les femmes doivent pouvoir se fournir elles-mêmes. Nous les formons sur la confection de fumure organique (compost) et au niveau des champs de céréales (petit mil, sorgho, niébé), nous utilisons également le zaï et les demi-



Le carré maraîcher de Yingaré

lunes ».

Soumaila Millogo précise : « nous travaillons directement avec les groupements d'intérêt villageois, reconnus administrativement, pour l'identification des ménages bénéficiaires. Nous accompagnons les producteurs avec les intrants, dans la mise en place des pépinières et fournissons des techniciens au moment du repiquage. Après la récolte, le ménage bénéficiaire est tenu d'ouvrir au moins un compte dans une banque de la place ou un service de microfinance et d'y déposer une cotisation entre 5'000 et 7'500 FCFA. Cela constituera leur fond de roulement pour la suite de leur activité. Une fois le fond de roulement acquis, les bénéficiaires des années suivantes pourront servir soit à augmenter la surface à cultiver, soit acheter du petit matériel ou organiser des repas communautaires durant les travaux d'aménagement des puits. »

De nombreux ménages attendent de bénéficier de cette manne, mais pour augmenter le périmètre, il faut du bois et du grillage pour la clôture, ainsi que des puits supplémentaires. Et tout cela coûte.

Nous reprenons la route et nous nous rendons à Thiou où un autre périmètre, de 5 hectares, a été aménagé. Mais là, c'est la déception. « Il n'y a plus d'eau, se désole Salimata, l'une des productrices malheureuses, la plupart des femmes sont reparties, mécontentes. Même le compost ne pourra pas être utilisé ! Ici, on cultive des oignons, des choux, des tomates et des pommes de terre. Pour les oignons, s'il y a un peu d'eau encore, ça pourrait suffire. Mais pour les pommes de terre et les tomates, ça ne suffira pas. »

Les plantes sont minuscules et les feuilles, qui n'ont pas brûlé, s'étalent lamentablement sur le sol desséché. Quelques hommes prennent l'ombre sous un karité. « On est obligés de creuser des puits, nous dit l'un d'eux, parce qu'on comptait sur le barrage, mais il y a pas assez d'eau. Il n'a pas assez plu. Le barrage est totalement bouché, ensablé depuis des

années. Il y avait même une moto pompe, mais l'eau a reculé plus d'un kilomètre du site de maraîchage. »

« L'idéal, serait qu'on puisse creuser un canal depuis le barrage pour amener l'eau jusqu'ici, propose Salimata. Pour la prochaine campagne, il faudra des puits en renfort et démarrer très tôt. S'il y a plus d'eau, on pourrait même faire 2 campagnes. »

Les villages se suivent et beaucoup se ressemblent. Nous faisons haltes dans plusieurs d'entre eux. Certaines productrices ont trouvé des solutions au manque de pluie, d'autres cherchent encore. Mais toutes s'approprient ces périmètres de maraîchage et cherchent à les agrandir. L'octroi d'un lopin de terre clôturé est la première étape vers l'appropriation du procédé par ces familles. « A Tifélé, par exemple, le même principe est appliqué pour la reconstitution de cheptels de petits ruminants, reprend Soumaila Millogo. Le projet fournit les bêtes, les aliments et les soins vétérinaires pour un an. Ensuite, les ménages bénéficiaires doivent pouvoir fournir cela eux-mêmes. Dans un délai de 2 ans, ils sont tenus de fournir également au moins une brebis et un mouton à un autre ménage bénéficiaire en attente, afin de répliquer le processus. Il y a un comité de gestion, accompagné d'un animateur endogène, au niveau du village pour l'identification des ménages bénéficiaires et gérer la liste d'attente. »

Par Corine Duc



Village de Tifélé

UN ATELIER POUR UNE GOUVERNANCE FONCIÈRE RESPONSABLE.....

La problématique de la sécurité foncière au Burkina Faso continue d'attirer l'attention aussi bien de la population que de la société civile. Durant une semaine au début juin, OXFAM a réuni de nombreux acteurs nationaux concernés par le domaine afin de réfléchir et trouver des solutions communes pour une gouvernance foncière responsable.

L'objectif principal était de renforcer les stratégies des organisations paysannes, autres mouvements sociaux et acteurs de la société civile visant un accès sécurisé et adéquat à la terre et une gouvernance foncière responsable, en favorisant le développement de synergies croissantes entre ces acteurs dans le cadre de la Convergence Globale des Luttés pour la Terre et l'Eau – Afrique de l'Ouest au Burkina Faso. Une soixantaine de personnes issues de la société civile et des mouvements sociaux burkinabè se sont réunies durant 4 jours pour réfléchir aux défis d'une politique foncière qui prend largement en compte l'agriculture et l'élevage et à travailler ensemble à une déclaration commune à l'attention du gouvernement.

A travers des travaux de groupes et des synthèses en plénière, différents aspects ont été étudiés et présentés, tels que les textes de lois burkinabè, mais également les directives de l'Union Africaine et de la FAO, la problématique des déguerpis victimes de l'agrobusiness et de l'exploitation minière, l'accès à la terre des femmes et l'agro écologie nécessitant un accès sécurisé pour être rentable.

La FENOP y a pris une part importante, dans l'organisation de l'atelier tout d'abord, mais aussi dans l'optique de renforcer le plaidoyer en faveur d'un accès sécurisé et adéquat à la terre en valorisant l'importance et la contribution majeures des exploitations paysannes familiales, en particulier agro écologiques, par rapport à « l'agrobusiness ». En outre, il est important également d'assurer un usage durable des terres et de préserver l'environnement (biodiversité, fertilité des sols, gestion durable des ressources en eau, réponses aux défis du changement climatique...). Il

s'agit bien sûr ici d'assurer ainsi le bien-être social et économique des populations. En outre, il s'agissait de renforcer le plaidoyer en faveur de l'agro écologie, en prenant mieux en compte la nécessité d'assurer un accès sécurisé et adéquat à la terre pour les producteurs à petite échelle, notamment les femmes dont on sait que l'accès à la terre reste des plus précaires. Trois d'entre elles, membres d'Organisation de Femmes Rurales à la base ont été conviées par la FENOP à participer activement à l'atelier. L'agro écologie exige une sécurisation foncière avérée pour différentes raisons : les rendements n'atteignent et ne dépassent ceux de l'agriculture conventionnelle qu'après 2 ou 3 ans (régénérescence des sols, réappropriation des semences...), de nombreuses pratiques agro écologiques exigent l'exploitation sur un long terme (agroforesterie, rotation des cultures) et l'agro-écologie est pratiquée par un nombre toujours plus élevé de femmes qui n'ont qu'un accès limité à la terre.

La déclaration commune a été remise aux divers représentants institutionnels et politiques invités pour l'occasion au terme de la semaine.



UN PARTENARIAT POUR UNE MEILLEURE DIFFUSION DES PRATIQUES AGRO ÉCOLOGIQUES.....

Lorsque Grassroot, partenaire américain a approché la FENOP pour un renforcement des capacités en agro écologie, il s'agissait de créer un partenariat entre plusieurs organisations de femmes rurales, mobilisant des femmes relais qui multiplieraient leurs connaissances et compétences ainsi acquises. L'atelier a eu lieu à Banfora.

La mise en place d'un partenariat entre FENOP, MUNYU (Banfora) et Signassigui (Bama) a été la réponse la plus pertinente au vu du montant limité de la subvention du partenaire Grassroot : il a fallu se concentrer sur une région donnée du Burkina Faso pour éviter le saupoudrage. En outre, la FENOP a pu identifier chez Munyu, ne organisation membre suffisamment solide, pourvue d'infrastructures et concentrée dans une seule région.

Il était question de sensibiliser les participantes sur l'importance des pratiques agro-écologiques, de les former sur des pratiques et techniques de production agro-écologiques afin qu'elles puissent les mettre en œuvre dans leurs exploitations. Les thèmes suivants ont donc été abordés:

- Les conséquences des pratiques agricoles inadaptées sur l'homme, et l'environnement
- Les principes et le rôle de l'agriculture écologique dans l'atteinte de la sécurité alimentaire
- Les pratiques agro-écologiques telles que la fertilisation (production de compost solide et liquide, gestion de la fertilité) ; le contrôle écologique des ravageurs et maladies des cultures ; la fabrication et l'utilisation de pesticides naturels ; la conduite d'une pépinière arboricole et l'entretien de verger.

Cette formation leur a en outre permis de renforcer leurs connaissances et leurs pratiques dans la gestion de l'exploitation familiale et en commercialisation. La comptabilité, l'élaboration d'un budget, la gestion de stock et de l'équipement ont été abordés, ainsi que

les règles de base de la commercialisation de leurs produits. Les différents thèmes ont été abordés de façon participative et concrète par des travaux de groupe en salle et exercices pratiques. Cela a favorisé l'appropriation des enseignements tirés par les participantes.

En outre, un film a été réalisé sur les 5 jours de formation, mettant surtout en lumière les activités pratiques telles que la fabrication du compost (à voir sur YouTube).



Fabrication de compost

Certaines participantes découvraient pour la première fois les conséquences de l'utilisation massive des produits chimiques et en étaient abasourdis. Ainsi ces dernières restent convaincues des avantages de l'agro-écologie et ont pris l'engagement de mettre en pratique les techniques apprises. Aussi promettent-elles de sensibiliser leurs proches sur les méfaits de l'utilisation abusive des techniques agricoles chimiques en leur proposant comme alternative l'agro-écologie. Les participantes ont emporté chacune une certaine quantité du bio pesticide produit afin de l'expérimenter.

Par Corine Duc

La FENOP y était.

Du 2 au 30 avril : la FENOP a participé aux 19e Journées Nationales du Paysan à Tenkodogo sous le thème « Agriculture et lutte contre le chômage : développer et soutenir l'entrepreneuriat agro-sylvo-pastoral, halieutique et faunique pour l'insertion socio-professionnelle des jeunes ». Monsieur Jacob Ouédraogo, Ministre de l'Agriculture, a rassuré que l'Etat sera aux côtés des producteurs. Il a en effet relevé la nécessité pour le gouvernement d'« offrir une multitude d'opportunités qui pourraient permettre aux jeunes du monde rural de se réaliser pleinement dans leur milieu et de permettre aux jeunes diplômés des centres urbains de retourner de façon très décente à la terre ou vers les petites et moyennes entreprises de transformation. » Le Président du Faso Roch Marc Kaboré a opiné dans son sens. « L'agriculture et l'élevage sont la base de notre économie, c'est le domaine dans lequel nous pouvons créer le maximum d'emplois aussi bien dans la production comme dans la transformation puisque, nous avons dit que pour ajouter de la valeur, il fallait mettre en place des petites et moyennes entreprises, des petites et moyennes industries de transformation. »

Du 2 au 21 avril à Ouagadougou : la FENOP a participé à l'atelier de réflexion et de plaidoyer sur l'Economie Sociale et Solidaire (ESS) et l'autonomisation économique des femmes. Le groupe de travail du SPONG, en tant qu'organisateur, avec de nombreux acteurs de la société civile ont cherché à initier une concertation contributive et élargie sur l'ESS afin de donner l'opportunité à plusieurs acteurs associatifs de renforcer leurs capacités et sur comment une loi pourrait répondre à la demande de la dynamique de l'ESS. Une déclaration a été remise aux autorités au terme de l'atelier.

Du 22 au 24 avril à Ouagadougou : la FENOP a participé Aux Rencontres Internationales des Résistances aux OGM. Des délégations des différentes régions du Burkina Faso étaient présentes, accompagnées de plusieurs délégations de la sous-Région, d'Algérie,

de France, et, notamment, de Bretagne et d'Argentine. Le témoignage de Mme Sofia Gatica (militante argentine lauréate du prix Goldman Environnement) sur les effets sanitaires catastrophiques de l'utilisation d'herbicide à base de glyphosate, molécule composante du fameux Roundup, pulvérisé sur le soja OGM Roundup Ready, en Argentine. Sofia GATICA est intervenue auprès de deux villages de la région de Bobo Dioulasso et à Houndé, où elle a pu longuement sensibiliser les nombreuses femmes présentes sur les danger du glyphosate.

Du 16 au 26 mai à Thiès au Sénégal : la FENOP a participé activement à un séminaire international de 10 jours au Sénégal autour de deux grandes articulations. D'abord, il y eu une réflexion autour des processus d'innovation locale dans l'agriculture et la gestion des ressources naturelles . Dans la deuxième partie, en compagnie de l'Association Nourrir Sans Détruire, Agropol et Sahel-Ecol, il s'est agit de développement des 5 grands thèmes autour de l'agro-écologie (A+6) : équité-genre, nutrition, résilience, épargne-crédit et gouvernance.

FENOP INFO

Trimestriel d'informations

Directeur de publication
Zachariaou DIALLO

Coordinateur général
Issouf SANOU

Appui technique
Corine DUC
Jacques BOUDA

